



RAPPORT GENERAL DU
Symposium Régional sur la cohésion sociale et le vivre-ensemble
(Paix et Société)

Ouagadougou, 21 au 23 Novembre 2019

**SYMPOSIUM REGIONAL SUR LA COHESION SOCIALE ET LE VIVRE ENSEMBLE,
OUAGADOUGOU (BURKINA FASO), LES 21,22 ET 23 NOVEMBRE 2019**

RAPPORT FINAL

Rapporteur général : Pr. Salaka SANOU, Professeurs de Lettres
Université Joseph KI-ZERBO, OUAGADOUGU

Co-Rapporteurs :

- M. Bruce Emmanuel SAWADOGO, DGLPAP-MATDC,
- M. Boubacar DAO, écrivain et président de la SAGES;
- M. Prosper TIENDREBOGO, Administrateur civil, opérateur culturel.
- M. BAGAYA Dramane, DDII-MATDC.

Du 21 au 23 novembre 2019 s'est tenu à Ouagadougou, sous le Très Haut patronage de Son Excellence Monsieur le Président du Faso, Rock Marc Christian KABORE, le Symposium régional sur « la **cohésion sociale et le vivre-ensemble** » organisé conjointement par le Ministère de l'administration territoriale de la décentralisation et de la cohésion sociale (MATDC), l'association Dialogue sans frontières avec l'appui de partenaires techniques et financiers.

Le symposium a connu la participation d'éminentes personnalités universitaires, politiques, administratives, coutumières et religieuses, des Organisations internationales et des organisations non gouvernementales et associations venues d'Afrique, d'Europe et d'Amérique.

Comme l'indique la note conceptuelle **de** cette rencontre régionale : *«Le symposium international de Ouagadougou s'inscrit dans le prolongement et le renforcement des enseignements de **Cotonou et de Ouagadougou 1**; il ambitionne de s'élargir à des problématiques nationales (la célébration d'une journée internationale du Vivre-ensemble) et internationales comme celles sur lesquelles travaille l'Alliance des Civilisations des Nations Unies : le vivre-ensemble dans un monde de diversités, la mise en œuvre de stratégies interculturelles pour favoriser le dialogue des cultures, la prévention des crises et des tensions interculturelles, etc.() Face à ces enjeux de notre temps, nous devons résolument maintenir la culture de tolérance, actionner sur les valeurs intrinsèques de nos ancêtres (intégrité, probité, fraternité, culture du pardon, respect mutuel, solidarité, etc.) ; ces mécanismes du vivre-ensemble dans la diversité de nos expressions culturelles et confessionnelles, ciment de nos nations en devenir. D'une manière générale, l'Objectif général du Symposium de Ouagadougou vise à renforcer la cohésion sociale dans l'espace du G5 Sahel et en Afrique à travers le dialogue inclusif et la promotion d'une paix durable».*

Le présent rapport qui fait la synthèse des travaux du symposium s'articule autour des points ci-après :

- I- La cérémonie d'ouverture ;
- II- Le déroulement des travaux du symposium ;
- III- La cérémonie de clôture.

I- DE LA CEREMONIE D'OUVERTURE

La cérémonie d'ouverture du symposium a été placée sous la présidence de Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Christophe Joseph Marie DABIRE, représentant Son Excellence Monsieur le Président du Faso, Rock Marc Christian KABORE. L'Eclat de la cérémonie a été rehaussé par la présence du Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale, M; Siméon SAWADOGO et de membres du Gouvernement, du Vice-président de l'Assemblée Nationale, de députés et des personnalités politiques de l'espace du G5 Sahel

Trois interventions ont rythmé la cérémonie d'ouverture à savoir le mot de bienvenue du premier adjoint au Maire de la commune de Ouagadougou représentant le maire, l'allocution de madame la présidente du Comité national d'organisation du symposium et le discours d'ouverture de Son Excellence Monsieur le Président du Faso représenté par Son Excellence Monsieur le Premier Ministre.

Prenant la parole en premier, le représentant du Maire de la Commune de Ouagadougou a souhaité la bienvenue et un bon séjour aux participants à Ouagadougou tout en formulant le vœu de réussite aux travaux du symposium.

La deuxième intervention a été faite par la présidente du comité national d'organisation du Symposium. Dans son allocution, la présidente a salué les membres du comité national d'organisation qui n'ont ménagé aucun effort pour la réussite du symposium. Elle a également remercié le Gouvernement, l'ONG **Dialogue Sans Frontières**, les Partenaires techniques et financiers qui ont conjugué leurs efforts pour la tenue effective du symposium. Elle a terminé son propos en souhaitant un bon symposium aux participants et en s'excusant de toute imperfection dans l'organisation du symposium.

Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, **Christophe Joseph Marie DABIRE**, a ouvert les travaux du Symposium en déclarant notamment que le terrorisme était une calamité et que la paix était une nécessité impérieuse pour assurer le développement de tout le continent africain. Il a souligné que la consolidation de la paix était le fruit de la réconciliation, du pardon, de la confiance et de l'acceptation de l'autre. Il a ajouté que la paix nécessite un engagement sans relâche de toute la société à tous les niveaux (politique, économique, social, culturel, juridique, militaire)

avant de préciser que les jeunes et les femmes leaders d'aujourd'hui doivent être formés aux valeurs de la culture de la paix et de la tolérance et que les leaders religieux et coutumiers sont l'ultime bastion de résistances face aux monstres qui sèment la désolation dans nos régions.

Avant de déclarer ouvert le symposium, il a souhaité que les travaux débouchent sur une déclaration sur la cohésion sociale et le vivre ensemble.

II. DÉROULEMENT DES TRAVAUX DU SYMPOSIUM

Les travaux du symposium auxquels ont participé des représentants de plusieurs Etats membres africains, de religieux, de coutumiers, des experts indépendants et représentants d'organisation et associations de femmes, de jeunes et de la société civile se sont déroulés en plénières et en ateliers autour de huit thèmes principaux:

Panel inaugural : Diplomatie parlementaire : démocratie, état de droit et culture de la paix

Atelier 1: la Prévention et la gestion alternative des conflits

Atelier 2 : Construction et déconstruction des préjugés

Atelier 3 : Rôles et responsabilités des créateurs artistes, comédiens dans la construction d'une culture de la paix

Atelier 4 : Médias et sociétés (Menaces, dérives et manipulations)

Atelier 5 : Panafricanisme et développement : antidote pour le vivre ensemble
Espaces dialogue des femmes leaders et des jeunes leaders

Les présentations et les débats ont apporté un regard nouveau sur les sources et ressources africaines nécessaires pour construire et promouvoir une paix durable et la cohésion sociale sur le continent. Le constat général est que les ressources sont énormes mais, de manière générale, elles ne sont pas connues et exploitées rationnellement pour soutenir le développement et la paix, qu'il s'agisse de ressources humaines, matérielles ou qu'il s'agisse de richesses culturelles matérielles et immatérielles. Il y a une nécessité impérieuse de disposer d'outils qui permettent la collecte, la valorisation et l'exploitation des ressources endogènes.

CONTENU DES TRAVAUX

- **Du panel inaugural sur « Diplomatie parlementaire : démocratie, état de droit et culture de la paix »**

Le premier panel présidé par S.E. M. Mélégué Maurice TRAORE, ancien Président de l'Assemblée Nationale du Burkina a été consacré à "la diplomatie parlementaire : démocratie, état de droit et culture de la paix. " Les panélistes ont évoqué les points ci-après:

1. *Historique de la notion de diplomatie parlementaire ;*
2. *Structures de la diplomatie parlementaire actuelles ;*
3. *Contenu et activités de la diplomatie parlementaire ;*
4. *Forces et limites de la diplomatie parlementaire.*

Des exemples édifiants d'actions de la diplomatie parlementaire en matière de résolution de conflits ont été partagés par les panélistes et les participants qui recommandent une plus grande implication des députés dans la promotion de la cohésion sociale et du vivre ensemble.

- **De l'atelier 1 sur « La Prévention et la gestion alternative des conflits »**

L'atelier 1 a été animé par (s'est penché sur le thème de « la prévention et la gestion alternative des conflits avec) deux sous thèmes : « Dialogue des religions pour une éducation à la paix et au développement » et « Les expériences du Burkina Faso dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. »

Les travaux de l'atelier ont été présidés par Mme Antoinette MONTAIGNE, ancienne Ministre de la transition **chargée** de la communication et de la réconciliation nationale **de la République Centrafricaine** et Monsieur Ram Christophe SAWADOGO, Sociologue.

L'atelier a enregistré trois interventions.

La première communication du Pasteur Timothé BALBOME, représentant du Président de la Fédération des Eglises et Missions Evangéliques (FEME) Pasteur Henri YE. Le Pasteur a indiqué que dans les saintes écritures, il est dit qu'une société qui ne sait pas prévoir est une société perdue. Prévoir c'est avoir de la vision et sans vision on ne peut rien construire. Nous ne pouvons prévoir les conflits si nous n'avons pas une vision. S'inspirant toujours **des** écritures saintes, **il** souligne que

nous avons tous le même ancêtre, nous venons tous du même père et de **la** même mère. Ce qui devrait nous inciter à nous rapprocher, à nous unir, à nous accepter dans nos différences et à nous aimer les uns les autres.

Ensuite, c'était la communication de Monsieur Issa DEME, Directeur de la prévention des conflits au Ministère de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale (MATDC). Pour lui, trois conditions doit être réunies pour qu'il y ait conflit. Le conflit est la manifestation d'une différence sur un intérêt précis. Elle nécessite la présence d'acteurs, d'un intérêt, puis la manifestation de la différence. Il a présenté une typologie des conflits. Les conflits diffèrent par leur nature. Plusieurs mécanismes de prévention et **de règlement** conflits existent. En matière de prévention le Ministère met l'accent sur la promotion de la cohésion sociale.

Enfin, c'était autour du Pr. Youness Farid ABERKANE, représentant le Cheick Ben TOUNES de conclure. Après avoir rappelé que le 16 mai de chaque année a été déclaré journée internationale du vivre ensemble. **La résolution instituant cette journée (Elle) a été votée à l'unanimité, chose rare aux Nations-Unies.** Il a réaffirmé que le Burkina Faso regorge encore de valeurs humaines propres à sauvegarder la paix et la cohésion sociale. Il a raconté l'anecdote du cultivateur de melon qui, se mettant à l'esprit que son visiteur finira par vouloir de son melon, refuse par trois fois de répondre à son salut de paix.

- **De l'atelier 2 sur « Construction et déconstruction des préjugés »**

Cet atelier a été animé à travers cinq communications.

La première communication, animée par le Pr Alain Joseph SISSAO, chercheur au CNRST, **s'est articulée** autour des points suivants :

- ✓ Définition des concepts de parenté à plaisanterie et d'alliance à plaisanterie ;
- ✓ lecture critique sur les préjugés ;
- ✓ défis à relever en matière de gestion des conflits autour de nos valeurs culturelles.

La deuxième communication présentée par le Pr Abdoulaye BARRO, enseignant de philosophie et de religions internationales, a permis de jeter les bases d'une réflexion critique sur le processus de construction et de déconstruction des préjugés avec des

exemples tirés de la bible et de documents de guides touristiques pour montrer comment les préjugés se construisent.

Tout comme le premier communicateur, le Pr Abdoulaye BARRO a pris le soin de clarifier les concepts de base. **Il a ensuite** illustré ses propos par des exemples en mettant en exergue la corruption comme facteur de préjugés.

Le troisième communicateur, le Dr DOTI Bruno SANOU, historien, a structuré son intervention en deux points :

- ✓ Construction de préjugés, un frein au développement : cas de la ville de Bobo-Dioulasso ;
- ✓ Proposition de solution pour la déconstruction des préjugés avec les points d'intérêt ci-après :
 - Connaitre l'histoire des peuples ;
 - Se pardonner les crimes de la période coloniale ;
 - Faire émerger une communauté de foi.

La quatrième communication, faite par le Dr Boubacar Sadou LY, a insisté sur le fait que la construction et la déconstruction des préjugés doit se faire dans une logique de cohésion sociale qui peut se construire à partir du village tout en précisant que les humains doivent revenir à la logique existentielle en tenant compte des deux paramètres horizontal et vertical afin de mieux cerner les manifestations de la vie.

La cinquième et dernière communication, livrée par le Dr Hassan ASLAFY, enseignant chercheur, a porté sur la créolité comme alternative à tous les préjugés. Il a utilisé l'image de l'arc en ciel pour définir la créolité tout en donnant l'exemple des jeunes qui arrivent au Maroc et qui doivent s'adapter au nouveau contexte.

Toutes ces communications ont fait l'objet d'échanges qui ont porté sur les points suivants :

- Les connaissances nécessaires de soi pour bâtir une société de paix ;
- La démarche pour déconstruire les préjugés religieux qui sont source de conflits et de division ;
- La nécessité de reconstruire de nouveaux hommes politiques conscients de valeurs sociales partagées (intégrité, honnêteté...) ;
- La responsabilité des parents dans l'éducation des enfants ;
- Le retour à certaines valeurs africaines ;

- La nécessité de revoir notre système éducatif.

- **De l'atelier 3 sur « Rôles et responsabilités des créateurs artistes, comédiens dans la construction d'une culture de la paix »**

(a porté sur le « Rôles et responsabilités des créateurs artistes, comédiens dans la construction d'une culture de la paix.) Les travaux de l'atelier 3 se sont articulés autour de communications et d'échanges.

Le Pr Mahamadé SAVADOGO, Enseignant-chercheur à l'Université Joseph KI-ZERBO a entretenu l'assistance sur trois (03) points : La fonction de la propagande de la paix ; la fonction de la subjectivité acceptée ; et l'art et la morale de l'artiste. Selon lui, l'artiste en tant que porte-parole de la société a un pouvoir d'expression, de sensibilisation et d'éducation en ce sens qu'il exprime et véhicule **à travers son art des messages et des images qui peuvent contribuer à la paix ou inciter à la haine**. Il a une forte chance d'être entendu car ayant une forte audience.

Pour Ildevert MEDA, comédien, dramaturge et metteur en scène, l'artiste qui a la capacité de véhiculer un message a une grande responsabilité dans la lutte contre les forces du mal. Il rappelle que le comédien qui est un maillon de la scène exécute des ordres donc il y a un sursaut qui interpelle l'artiste à quitter l'art pour l'art à « l'art utile » dans cette période hostile pour le Burkina Faso. Cela permet de véhiculer une image pour le vivre-ensemble.

Pour sa part, le représentant du Bureau Burkinabè du Droit d'Auteur (BBDA), Mohamed Lamine OUEDRAOGO, a défini la culture de la paix et a décliné le rôle du BBDA et des créateurs des œuvres de l'esprit dans la construction de la culture de la paix. La musique peut aborder des thèmes de dialogue, de règlements de conflits dans l'esprit de compréhension et de coopération mutuelle. Les arts graphiques expriment les valeurs qui nous sont chères. La littérature africaine devrait être prise en compte dans l'éducation des enfants.

Le Délégué Général du Festival Panafricain du Cinéma et de la Télévision de Ouagadougou (FESPACO) a, quant à lui, affirmé que les artistes sont sensibles et engagés mais des contraintes liées à la production et à l'accessibilité des œuvres limitent l'impact de leurs interventions.

Quant au Secrétaire Général de la Fédération panafricaine des Cinéastes (FEPACI), il estime que des séries télévisuelles invitent à cultiver le vivre-ensemble et la

cohésion sociale. Il faut faire en sorte que les conflits ne dégénèrent en conflits ouverts, violents.

Enfin, la comédienne Georgette PARE a partagé son expérience de comédienne et de communicatrice en indiquant que l'artiste en tant miroir du peuple a le devoir de préserver les valeurs sociales et sociétales.

- **De l'atelier 4 sur « Médias et sociétés (Menaces, dérives et manipulations) »**

L'atelier 4 (avait pour thème « Médias et sociétés (Menaces, dérives et manipulations) » Il a) été animé par le Pr. Serge Théophile BALIMA, Boureima Jérémie SIGUE (le PDG du journal Le Pays), et Béatrice DAMIBA, ancienne présidente du Conseil Supérieur de la Communication.

Le Pr. Serge Théophile BALIMA a d'entrée relevé que « cohésion sociale et vivre ensemble » sont deux concepts de la même matrice. Ils sont adossés à la paix et la paix est le catalyseur du vivre ensemble qui repose sur l'amour, la compréhension et la tolérance. Des valeurs fondamentales rudoyées et menacées par la culture, la religion et la politique. Pour un monde de paix, de développement, de compréhension pacifique entre les hommes, les médias doivent exercer leur pouvoir de bâtisseurs et de diseurs de vérité.

Jérémie SIGUE estime qu'il faut aux journalistes, une maîtrise de la déontologie et de l'éthique, car les médias peuvent aussi être des instruments horribles de destruction. Il a interpellé chaque journaliste à prendre conscience de la mission de contribuer à bâtir un monde plus juste par le rejet de l'extrémisme, de la radicalisation et de tout populisme. Il est connu que l'extrémisme se nourrit des échos des médias. Une problématique qui se pose à la conscience des acteurs des médias.

Intervenant à sa suite, Madame Béatrice DAMIBA, ancienne présidente du Conseil Supérieur de la Communication s'est penchée sur le rôle et l'avenir du journalisme dans nos sociétés à l'heure de la concurrence et des nouvelles technologies de l'information et de la communication (internet, réseaux sociaux). Pour elle, un journaliste non formé est un danger pour la société. Il peut être manipulé par les pouvoirs politiques et économiques. Elle recommande donc la formation des journalistes pour les rendre indépendants vis-à-vis de ces influences. Elle a déclaré que le public est de plus en plus averti. Il n'est plus un récepteur passif de

l'information. Par conséquent, les journalistes doivent faire attention aux fakes news, en recoupant les sources d'information et en ne prenant pas les réseaux sociaux comme des agences d'information. Elle a terminé en invitant les journalistes à se réapproprier et à promouvoir les valeurs sociales qui sont des socles de la cohésion sociale et du vivre ensemble.

- **De l'atelier 5 sur « Panafricanisme et développement : antidote pour le vivre ensemble (revisiter la charte culturelle de l'Afrique et la convention 2005 de l'UNESCO sur la culture) »**

Cet atelier a été animé à travers deux communications.

La première communication a été livrée par l'ambassadeur Bruno Nongma ZIDOUEMBA. Son intervention s'est articulée sur la définition du panafricanisme, la **présentation du panafricanisme comme mouvement culturel et comme théorie politique et économique.**

Il a défini le panafricanisme comme une prise de conscience des communautés africaines et afro descendantes de s'unir pour revaloriser la réputation du noir à travers le continent africain et sa diaspora.

Concernant le panafricanisme comme mouvement culturel, il a fait remarquer qu'il s'est développé à travers l'Amérique, l'Europe et l'Afrique.

S'agissant panafricanisme comme théorie politique et économique, le communicateur a cité en exemple la création de l'Organisation de l'Unité Africaine devenue l'Union Africaine, la création de la compagnie Air Afrique et récemment la création de la zone de libre-échange et en perspective la création de l'ECO ainsi que la monnaie unique de l'Afrique.

La deuxième communication faite par l'ambassadeur Bassirou SANOGO a porté sur la charte culturelle de l'Afrique et la convention 2005 de l'UNESCO sur la culture.

Mais avant et en complément de la communication de l'Ambassadeur Bruno Nongma ZIDOUEMBA, il a souligné que, sur le plan politique la démarche panafricaine a permis :

- la libération progressive du continent du joug colonial ;

- la tenue du festival des arts nègres, Festival panafricain d'Alger, le FESPACO ;
- des consensus sur des problèmes politiques (boycott de l'Afrique du sud raciste) ;
- la création des ensembles économiques **régionaux et sous-régionaux** (UEMOA, CEDEAO, CEMAC) ;
- les jeux africains et la coupe d'Afrique des Nations.

Pour ce qui concerne les apports de la charte culturelle africaine, le communicateur a précisé que depuis son adoption en décembre 2006 à Nairobi au Kenya, seulement quinze Etats africains dont douze de l'Afrique de l'Ouest sur les cinquante-quatre Etats **l'ont** ratifié tout en soulignant un certain nombre d'exigences à observer parmi lesquelles :

- la nécessité de faire de la diversité culturelle et l'unité africaine un facteur d'équilibre, une force pour le développement économique et social de l'Afrique, la résolution des conflits, la réduction des inégalités et l'injustice au service de l'intégration nationale ;
- **la nécessité d'une mobilisation universelle en faveur du dialogue entre les civilisations pour répondre aux défis lancés par la modernisation aux identités et à la diversité culturelle** ;(je ne comprends pas)
- l'instauration **d'une** coopération culturelle entre les Etats membres en vue du renforcement de l'unité africaine à travers l'usage des langues africaines et la promotion du dialogue entre les cultures.

Les deux communications ont été suivies de débats et ont pris fin avec la formulation de recommandations. Des recommandations, on retiendra ce qui suit :

- Concevoir des politiques de développement de l'Afrique encrées sur les valeurs culturelles africaines ;
- combattre le déséquilibre d'information entre l'Afrique et le reste du monde pour construire une image forte de l'Afrique ;
- Créer une synergie d'actions entre les OSC et les Etats pour la mise en œuvre des actions entrant dans le cadre du panafricanisme ;

- Mettre en place des outils permettant aux jeunes **de s'imprégner** des valeurs liées à la solidarité et à l'union.

- **Des espaces de dialogue des femmes leaders et des jeunes leaders**

Un espace de dialogue des femmes leaders et un des jeunes leaders se sont tenus concomitamment au cours du symposium.

- ❖ **L'espace dialogue des femmes leaders**

Cet espace, présidé par Madame Alima Deborah TRAORE, Ancien Médiateur du Faso et co-présidé et modéré par Mme NANA Aïcha/CISSE (Coordonnatrice du réseau des femmes leaders du G5 Sahel - Mali), Dr. Antoinette MONTAIGNE (Ancien ministre de la communication et de la réconciliation nationale de Centrafrique) et Dr Sheila WALKER, coordonnatrice France du mouvement panafricaine afro-descendant, a connu la participation des femmes issues des organisations de la société civile, des réseaux de femmes politiques, des groupements féminins, des représentantes, d'autorités politiques, administratives, militaires, religieuses, coutumières ainsi que de personnes ressources provenant de l'espace du G5 sahel, de la Centrafrique, des Etats Unies d'Amérique et a permis de faire le point des acquis et des défis à relever pour l'instauration d'une paix et un développement durable de nos sociétés.

L'espace de dialogue des femmes leaders a eu pour objectifs de :

- évaluer la mise en œuvre de la résolution 1325 des Nations Unies (promouvoir la participation des femmes aux processus de paix en Afrique)
- sensibiliser les femmes leaders Africaines aux enjeux du dialogue des cultures et des religions, de la cohésion sociale et du vivre ensemble au service de la paix et du développement ;
- favoriser des cadres de dialogue permanents dans les familles comme dans les communautés dans la double perspective de réduire le déficit de communication générationnelle mais aussi de mobiliser les intrants endogènes et exogènes pour une cohésion et une paix sociale ;
- faire prendre conscience aux femmes leaders et aux populations qu'elles ont des préjugés et des pesanteurs sur le dialogue interreligieux et intercommunautaires ;

- responsabiliser les femmes artistes, comédiennes dans la construction d'une culture à la paix ;
- impliquer les femmes leaders et la jeune fille dans les prises de décisions et de médiation dans la lutte contre l'extrémisme violent et la recherche de la cohésion sociale ;
- outiller les femmes leaders en techniques et instruments de médiation et de dialogue social ;
- renforcer les compétences des femmes leaders dans l'accompagnement des communautés dans les processus de reconstruction de la cohésion sociale et du vivre ensemble.

Deux interventions ont permis d'introduire les échanges qui ont abouti à la formulation de recommandations par les participants.

La première intervention faite par Dr **Justine COULIDIATI/KYELEM** a porté sur le thème « rôle des femmes médiatrices pour la paix et la stabilité dans nos pays ».

Dans son intervention, elle a mis l'accent sur les causes des conflits dans nos pays que sont la mal gouvernance, la pauvreté, la convoitise des richesses de l'Afrique. Elle a reconnu que tous les continents connaissent des cas de conflits avant d'aborder le rôle et la place de la femme dans la prévention des conflits en évoquant par des exemples la médiation traditionnelle des conflits assurée par des femmes.

La deuxième intervention a été faite par **Mme Edwige Ninon YAMEOGO/SANKARA**, de la Plateforme des femmes du G5 Sahel Burkina Faso. Elle a également rappelé la situation d'insécurité grandissante avec souvent à la clé des conflits communautaires ; tout cela, occasionnant des conséquences dramatiques sur les populations particulièrement les femmes et les enfants. Elle a reconnu que la situation sécuritaire au Sahel a entraîné un climat étouffant de méfiance, de stigmatisation de certains groupes ethniques, de la peur de l'autre menaçant ainsi le vivre ensemble et la cohésion sociale.

Elle a réaffirmé sans conteste l'engagement de la femme dans :

- la prise de conscience de la situation et des effets singuliers de ces crises sur la protection des droits de la femme ;
- l'éducation comme outil indispensable de reconstruction de la cohésion sociale ;

- la question de l'implication des femmes dans la recherche de la paix et de la sécurité à l'exemple des amazones comme les princesses Yennega ou Guimbi OUATTARA.

La communicatrice a rappelé la crise humanitaire sans précédent que vit le Burkina Faso en soulignant les défis de la protection des femmes et des filles. Enfin, elle a affirmé qu'avec l'adoption du Plan d'actions national de la mise en œuvre des résolutions 1325, 2242 et suivantes on puisse arriver à accroître de façon considérable la protection des femmes en temps de paix, comme en temps de conflits.

Ces communications ont été suivies d'échanges assorties des recommandations ci-après :

- Mettre effectivement en œuvre les lois, conventions et résolutions ratifiées notamment les résolutions 1325, 1820 et 2242 du conseil de sécurité des nations-unies ;
- Appeler les **communautés religieuses**, les leaders d'opinions à un engagement réel pour une déconstruction des pesanteurs **socioculturels** entravant la forte implication des femmes dans le maintien et le renforcement de la **cohésion sociale** et du vivre ensemble ;
- Appeler les organisations de la société civile et les associations féminines à un engagement et une synergie d'actions dans la promotion et la vulgarisation des valeurs de la cohésion sociale et du vivre ensemble.

❖ **L'espace de dialogue des jeunes leaders**

Cet espace, présidé par l'Abbé Valéry SAKOUGRI, responsable des jeunes de la Conférence Episcopale Burkina Niger, a réuni de jeunes leaders autour de leurs préoccupations et a permis de sensibiliser ces jeunes à devenir un facteur de paix en servant d'exemples pour les autres jeunes.

L'espace de dialogue des jeunes leaders a eu pour objectifs :

- d'analyser la problématique de la cohésion sociale et en décrire la réalité sous régionale ;
- de contribuer en tant que jeunes leaders à la consolidation des acquis en matière de dialogue interreligieux, interculturel et intergénérationnel ;
- de promouvoir le capital social endogène à travers des modèles de leadership et d'engagement en faveur de la cohésion sociale et du vivre ensemble ;

- de proposer et recommander aux instances des projets communs qui vont contribuer à la consolidation de la paix, de la cohésion sociale et du vivre-ensemble entre les différentes communautés sous régionales.

Quatre communications ont rythmé le déroulement de cet espace de dialogue.

La première communication intitulée « **Rôle de la jeunesse dans la promotion de la cohésion sociale et du vivre ensemble** » et donnée par Monsieur Larba PILGA, Directeur Général de la Jeunesse et de l'Education Permanente au Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes a **été axée** sur la définition des concepts (Jeunesse, cohésion sociale, paix,), les fondements de la cohésion sociale et du vivre ensemble, les mécanismes de régulation et de cohésion sociale et le rôle que **doivent** jouer les jeunes pour une meilleure consolidation de la cohésion sociale.

La deuxième communication a porté sur Les opportunités d'emplois à travers job booster faite par Monsieur Barthelemy KABORE, Coordonnateur de l'ONG Job Booster. Le communicateur a précisé que job booster est une structure d'intermédiation sur le marché de l'emploi et a pour objectif général de réduire la pauvreté à travers l'amélioration de l'accès des jeunes à l'emploi et à l'auto-emploi.

La troisième communication assurée par Monsieur Daniel DA HIEN, Coordonnateur de l'ONG Réseau Afrique Jeunesse a porté sur le Leadership et la participation citoyenne des jeunes à la promotion de la paix et de la cohésion sociale. Le communicateur a orienté sa présentation sur le leadership et l'engagement citoyen des jeunes, la problématique de la participation citoyenne des jeunes, les conditions pour une meilleure implication des jeunes.

La dernière communication sur le thème « Chômage des jeunes, entrepreneuriat social et finance islamique bancaire » a été faite par Monsieur Issa BARRY, Ancien fonctionnaire de la Banque Islamique de Développement. Il a articulé sa communication sur la situation du chômage des jeunes, les causes et l'alternative face à ce phénomène, les caractéristiques de l'entrepreneuriat ainsi que la capacité entrepreneuriale des jeunes. En outre, il a développé les opportunités d'auto emploi pour les jeunes tout en argumentant sur la finance islamique bancaire qui apparait comme une nouvelle possibilité de financement des entreprises au regard des défaillances du système financier orthodoxe, favorables aux jeunes.

Toutes ces communications ont été suivies d'échanges, de recommandations et de résolutions.

➤ **Recommandations des jeunes**

Les participants ont formulé les recommandations suivantes pour une réelle et véritable promotion de la cohésion sociale :

- **A l'endroit de l'Etat**

- vulgariser les textes, instruments et outils de promotion de la cohésion sociale au profit des acteurs de la société civile et particulièrement **des** organisations de jeunesse ;
- promouvoir la bonne gouvernance afin d'assainir l'économie nationale pour l'accession au plein emploi ;
- renforcer la participation des jeunes dans les sphères de prise de décision à travers un quota dans les postes électifs et fonctions nominatives ;
- mettre en place un comité de suivi des recommandations intégrant les jeunes ;
- institutionnaliser l'organisation du symposium chaque deux an.

- **A l'endroit des partenaires techniques et financiers**

- apporter des appuis techniques et financiers conséquents aux organisations de jeunesse pour la réalisation des actions de promotion de la cohésion sociale.

- **A l'endroit de la société civile**

- renforcer les activités communautaires en lien avec la cohésion sociale au profit des populations ;
- organiser des cadres de dialogue intergénérationnel au cours de chaque année ;
- s'approprier et vulgariser les textes nationaux et instruments internationaux relatifs à la paix et à la cohésion sociale.

➤ **Résolutions des jeunes**

Les jeunes leaders au symposium régional de Ouagadougou se sont engagés à :

- être des relais d'information pour sensibiliser leurs pairs sur leur rôle en matière de promotion de la paix et sur les mécanismes de promotion du vivre ensemble ;
- être des médiateurs de l'universalité, facteur de cohésion sociale ;
- promouvoir les valeurs traditionnelles et républicaines en vue de la culture de la paix dans nos sociétés ;
- se mettre en réseau pour entreprendre afin d'accéder à l'autonomisation économique et vaincre la pauvreté.
-

III. DE LA CEREMONIE DE CLOTURE

La cérémonie de clôture du symposium de Ouagadougou a connu trois temps forts à savoir la lecture de la déclaration de Ouagadougou, l'allocution du président de **Dialogue Sans Frontières** et le discours de clôture de Son Excellence Monsieur le Premier ministre, représenté par madame le ministre délégué chargé de la décentralisation et de la cohésion sociale.

«**La déclaration du processus de Ouagadougou** », lue par le secrétaire général de l'Association Dialogue Sans Frontière, est l'expression d'engagements concrets des participants en faveur d'une culture de la paix et la cohésion sociale. Les conclusions des débats en plénière et en ateliers ont fourni les éléments pour l'élaboration d'une Déclaration dite de Processus de Ouagadougou pour la cohésion sociale en douze points pour la construction d'une culture de la paix en Afrique. Ce processus de Ouagadougou adopté en séance plénière pendant la cérémonie de clôture du symposium par l'ensemble des participants s'adresse au monde entier et particulièrement à toutes les composantes de la société africaine : dirigeants politiques, institutions nationales et régionales, société civile, associations communautaires, mouvements de jeunesse et organisations de femmes, leaders religieux et traditionnels, entrepreneurs et dirigeants du secteur privé, etc. Les parties prenantes ont décidé" d'agir sans relâche pour bâtir un monde de paix et de prospérité pour tous et toutes."

La déclaration de Ouagadougou fera l'objet d'un suivi permanent de la part des institutions ayant été associées à l'organisation du présent forum, le Burkina Faso, le Secrétariat du G 5 Sahel, l'Union Africaine et l'UNESCO.

Après la lecture de la déclaration, c'est l'ambassadeur Fillipe SAWADOGO, président de l'association Dialogue Sans Frontière qui a pris la parole. Dans son allocution, il a rappelé les thématiques traitées au cours du symposium et a tenu à remercier l'ensemble des participants qui ont animé activement ce symposium avec des échanges emprunts de convivialité qui ont abouti à des recommandations riches et pertinentes et à une déclaration dite de Ouagadougou. Il a particulièrement témoigné sa gratitude aux imminentes personnalités venues de Centrafrique, du Mali, du Ghana, du Maroc, des USA malgré les mauvaises images supposées du Burkina Faso présentées par la presse internationale et certaines chancelleries.

Madame le ministre délégué chargé de la décentralisation et de la cohésion sociale, prononçant le discours de clôture du symposium au nom de Son Excellence Monsieur le Premier ministre, elle s'est réjoui de la qualité des participants au symposium et des travaux bien animés et réussis ayant abouti à « la déclaration de Ouagadougou ». Elle a précisé qu'au cours des travaux une union sacrée autour de la prise en compte des valeurs traditionnelles africaines s'est dégagée, susceptible de constituer un rempart contre toute forme de violence, d'extrémisme. Elle a appelé les participants à faire fi des imperfections qu'ils auraient constatées dans l'organisation du symposium tout en les rassurant de mieux faire aux prochaines éditions. Elle a adressé des mots de gratitude à l'ensemble des participants au regard de la qualité des résultats des travaux. Elle a particulièrement remercié ceux venus d'autres pays malgré le fait que la destination Burkina Faso leur a été déconseillée pour des raisons de sécurité.

Mme le ministre délégué a déclaré clos le symposium de Ouagadougou tout en souhaitant bon retour chez eux aux participants.

Fait à Ouagadougou, le 23 novembre 2019

Pour les co-rapporteurs

Boubacar DAO

Dramane BAGAYA

Le Rapporteur Général

Pr. Salaka SANOU